ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 255 - 17 juillet 1992 - prix : 9 F

MITTERRAND ET LES BALKANS

FAUSSE "OPERATION HUMANITAIRE"

AFP

ET VRAIES MANŒUVRES POLITICIENNES

AFP

M6189 - 1255 - 9.00 F

Mitterrand et les Balkans

FAUSSE "OPÉRATION HUMANITAIRE" ... ET VRAIES MANŒUVRES POLITICIENNES

La France n'ira "pas faire la guerre dans les Balkans" et "appliquera les décisions des Nations Unies", a précisé Mitterrand lors de son entretien du 14 juillet avec les journalistes de la télévision. La précision allait sans doute de soi tant il est vrai que, bien que depuis quelques semaines les différents représentants du gouvernement français se fassent beaucoup voir et entendre à propos de la crise yougoslave, l'armée française aurait sans doute bien du mal à intervenir pour arbitrer le conflit.

En fait le gouvernement français n'a évidemment pas vraiment envie de faire mettre à son armée les pieds dans le bourbier yougoslave. Mais c'est aussi le cas de tous les autres, et c'est bien cela qui lui permet de se faire voir, d'apparaître en pointe sur le plan diplomatique et militaire, à peu de frais finalement. Alors Mitterrand ne s'en prive pas.

Il y a à cela des raisons intérieures bien sûr. En mettant en relief son rôle international, Mitterrand tente de faire oublier ses difficultés nationales... Mais il y a aussi d'autres raisons, de concurrence internationale cette fois.

Le problème posé en fait est celui du futur gendarme d'une Europe menacée par bien des conflits depuis la déclaration de forfait de la puissance soviétique qui pendant quarante ans a rempli cet office sur tout l'Est du continent. Les conférences et les concertations internationales qui se succèdent, faute de résoudre le problème, sont au moins l'occasion de l'étalage des rivalités entre Etats occidentaux à ce propos.

Le 30 mai, sous l'impulsion des Etats-Unis, l'ONU a voté des sanctions économiques contre la Serbie, essentiellement un embargo censé, à terme, arrêter la guerre en coupant les vivres à celle-ci. Il s'agissait de donner satisfaction aux nouveaux alliés des Occidentaux que sont la Slovénie et la Croatie, mais aussi sans doute à la Bosnie qui, en tant qu'Etat en grande partie musulman, bénéficie maintenant de l'appui d'Etats comme l'Arabie saoudite, eux-mêmes alliés des USA.

Mais il est aujourd'hui évident que les Etats-Unis et la plupart de leurs alliés ne souhaitaient guère aller au-delà de ce geste diplomatique, et surtout ne souhaitaient pas engager des troupes directement sur le terrain. Alors Mitterrand, lui, en a engagé au nom de "l'intervention humanitaire" pour assurer l'acheminement de secours via l'aéroport de Sarajevo. Les soldats français présents sur place devraient être bientôt près d'un millier.

Mitterrand cherche en fait à promouvoir l'idée d'une "défense européenne" qui serait assumée non par l'ONU, mais par des organisations comme la CSCE, la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe, qui vient de se réunir à Helsinki et qui groupe 52 Etats, ou l'Union de l'Europe Occidentale, l'UEO, qui regroupe en fait les pays de la CEE, moins la Grèce, le Portugal et le Danemark. Il a réussi à faire décider par l'UEO l'envoi de "cinq ou six navires au moins" dans le canal d'Otrante, au débouché de l'Adriatique. A la suite de quoi l'OTAN - Organisation militaire "atlantique" dont font donc partie les Etats-Unis - a décidé d'en faire au moins autant en se "coordonnant" avec l'UEO.

Mais pour le moment, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Italie dont les côtes ne sont distantes que de deux ou trois cents kilomètres se contentent d'acheminer des navires. Ceux-ci n'ont pas de mandat pour arraisonner d'éventuels bateaux qui ne respecteraient pas l'embargo. Il n'y a pas de résolution de l'ONU dans ce sens, et les Etats européens n'en sont pas à faire la loi en leur propre nom dans cette zone. La présence navale reste donc toute symbolique. Quant à la présence terrestre, ce sont les soldats français qui fournissent l'essentiel des soldats occidentaux engagés en Bosnie. Il ne s'est trouvé pour répondre à la demande de renforts faite par l'ONU début juillet, outre la France qui a décidé l'envoi de 700 hommes, que... l'Egypte et l'Ukraine. Et lorsque le ministère français de la Défense a annoncé l'envoi à Sarajevo de neuf hélicoptères, le chef des "casques bleus" dans la capitale bosniaque, le général MacKenzie, lui a fait savoir qu'il considérait cet envoi inopportun.

Comme on les a vus le faire en d'autre temps et à d'autres occasions, par exemple au Liban, les dirigeants de l'impérialisme français se dépensent beaucoup. L'occasion est bonne : chaque jour apporte son lot de nouvelles désastreuses sur la guerre et les massacres en Bosnie. Les soldats français envoyés là-bas peuvent être présentés à bon compte comme des "soldats de la paix". Mais en réalité le souci des dirigeants français, tout comme les autres, n'est pas le sort des populations bosniaques. La raison de leur agitation est encore une fois de tenter de démontrer leur capacité à intervenir au-delà de leurs frontières, en espérant être payés de retour d'une façon ou d'une autre, en reconnaissance politique de la part de leurs alliés occidentaux, ou en commandes militaires de la part des gouvernements bénéficiaires de leurs interventions.

Tout cela est au bout du compte assez dérisoire et n'empêche pas le président bosniaque, lorsqu'il demande une intervention, de savoir à qui s'adresser. C'est en effet aux Etats-Unis que celui-ci a adressé un appel direct à l'intervention militaire pour neutraliser les forces serbes...

Mais en attendant, les troupes françaises sont là, envoyées à Sarajevo sous prétexte d'"intervention humanitaire", en fait en vue de tout autres calculs. Quitte peut-être à devoir un jour plier bagage en catastrophe...

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

À BORDEAUX :

LE CONGRÈS S'EST OFFERT UN ROCARD...

AFP

Les congrès du PS se suivent et se ressemblent, qu'ils soient ordinaires ou extraordinaires comme celui qui s'est tenu à Bordeaux, à la veille du 14 juillet.

Même mise en scène. Mais l'emphase du maître d'œuvre en fonction actuellement fait bien plus penser au spectacle de cirque qu'à celui de la Comédie française. Fabius, dans le rôle du clown triste fait sourire lorsqu'il appelle à la tribune "Lionel" (Jospin), "Pierre" (Mauroy), et la vedette de la représentation "Henri" (Emmanuelli), président de l'Assemblée nationale et tout récent martyre. (Tonnerre d'applaudissements de l'assistance, ravie d'un spectacle qui suscite des réactions d'unanimité.)

Une partie du déroulement de ce congrès a d'ailleurs tourné autour de "l'affaire Emmanuelli", la presse ayant parlé de son éventuelle inculpation, liée à des pratiques de financement occulte des campagnes électorales. Cette "révélation" faite à la veille de l'ouverture du congrès socialiste ne pouvait, à entendre les leaders du PS, qu'être une odieuse machination, une nouvelle affaire Dreyfus. Ou presque ! Pourtant, machination ou pas, force est de constater que, loin de nuire au PS, cette opération l'a bien servi. Et il s'en est servi et resservi pour donner une image d'unité autour de la "victime".

Quoi donc, on accuse un dirigeant du PS d'avoir utilisé des procédés illégaux - et aujourd'hui pour une part amnistiés - alors qu'il ne s'agissait que de subterfuges pour récupérer de l'argent pour permettre au PS de faire de la politique. Une campagne électorale coûte cher, et le Parti Socialiste n'a pas de gros moyens. Les pauvres ! Tels sont les arguments des dirigeants socialistes pour justifier leurs pratiques. La droite, quand elle est visée, dit d'ailleurs sensiblement la même chose. Sauf qu'il s'agit quand même dans tous les cas d'un détournement de l'argent de la collectivité, en faisant payer aux municipalités les affiches qui couvrent murs et panneaux d'affichage de portraits et de slogans tels que "la France tranquille" ou "Quilès la tendresse" et autres messages d'une densité et d'une richesse politique qui n'échapperont à personne. Aujourd'hui la loi sur le financement des partis fait que l'Etat prend en charge les campagnes de grands partis, ce qui ne change rien au fait que la collectivité paye pour les fadaises et la démagogie de ces partis. Mitterrand, plus professeur de vertu que jamais, s'est d'ailleurs fait gloire de cette loi, lors de son interview à l'occasion de la garden-party, le 14 juillet à l'Elysée.

Les leaders du PS apportent leur soutien moral à Emmanuelli. C'est normal : celui-ci ayant tout fait pour assurer leur soutien financier.

AFP

Le deuxième acte de ce congrès-spectacle socialiste a été l'intronisation, comme on a dit, de Rocard comme futur candidat du PS pour l'élection présidentielle de 1995. Il passe de la position de *"candidat virtuel des socialistes"* à celle de *"candidat naturel"*. On a souligné que le congrès dans son immense majorité s'était rallié à l'idée d'en faire son champion dans la compétition pour le fauteuil élyséen. Rocard lui même a ironisé sur les rivalités de la droite, félicitant les leaders du PS de ne pas se comporter comme *"les premiers Giscard ou Chirac venus"*. Mais ce nouveau candidat naturel risque de vérifier que la nature est souvent changeante et que ceux qui font aujourd'hui des vœux d'allégeance à Rocard peuvent reprendre une parole qu'ils n'ont donnée d'ailleurs que du bout des lèvres. Chevènement, mais cela n'est pas une surprise, a déjà décidé de prendre ses distances, affirmant qu'il se réservait la possibilité de se porter candidat à la présidence de la République s'il estime que ses idées ne sont pas représentées dans cette compétition. Et il y a gros à parier qu'il estimera qu'elles ne le seront pas. Ce serait bien le diable si d'autres, au sein du PS, ne songent pas à l'imiter. Et le candidat "naturel" pourrait constater que la nature non seulement a horreur du vide, mais qu'en politique politicienne elle a tendance à susciter le trop-plein. A gauche comme à droite.

J.-P. VIAL

LOGEMENT : QUESTIONS SANS RÉPONSES

Un an après le vote de la loi d'orientation pour la ville, il n'y a jamais eu autant de monde sur les listes d'attente pour un logement social. Rien que pour l'Ile-de-France, on recense 300 000 ménages, soit environ un million de personnes, en attente d'un logement HLM.

Dans le même temps, du fait de la spéculation immobilière et de la rénovation des logements anciens, plusieurs milliers de logements le plus souvent à bon marché disparaissaient dans la région parisienne : 250 000 entre 1978 et 1988, 35 000 en 1991.

Seule une minorité des occupants de ces logements disparus trouve une place dans la construction neuve. Car, en 1991, il n'y a eu que 13 000 logements sociaux construits, pas même les 19 000 prévus par le plan de relance !

Parallèlement on voit par contre se multiplier le nombre de cités ou d'ensembles où des immeubles jusque-là en location sont mis en vente à des conditions telles que nombre de ceux qui les habitaient doivent tout simplement envisager de plier bagages.

Pour aller où, si partout le parc locatif accessible aux petites bourses se restreint ? Personne ne donne de réponse. Ni les sociétés de HLM, ni les sociétés immobilières, ni les administrations locales, ni le gouvernement.

LES DÉPUTÉS CONTRE LES DROITS DES FEMMES

Le 2 juillet, l'Assemblée nationale débattait de la modification du Livre 2 du Code Pénal. L'un des articles prévoit la répression de l'auto-avortement, les peines pouvant aller jusqu'à 2 mois de prison et 25 000 F d'amende. Cette modification a été votée par la droite et une majorité de députés PS. Une quinzaine d'entre eux s'étaient abstenus, et dix de ceux qui avaient voté contre sont revenus sur leur vote.

Il est bien évident que l'auto-avortement, pratiqué hors du milieu hospitalier, dans des conditions sanitaires forcément insatisfaisantes est une solution désespérée et dangereuse. Mais la solution pour en empêcher le développement est d'abord et avant tout de faciliter le recours à l'IVG et certainement pas de réprimer les femmes les plus désespérées, les plus isolées qui avortent seules.

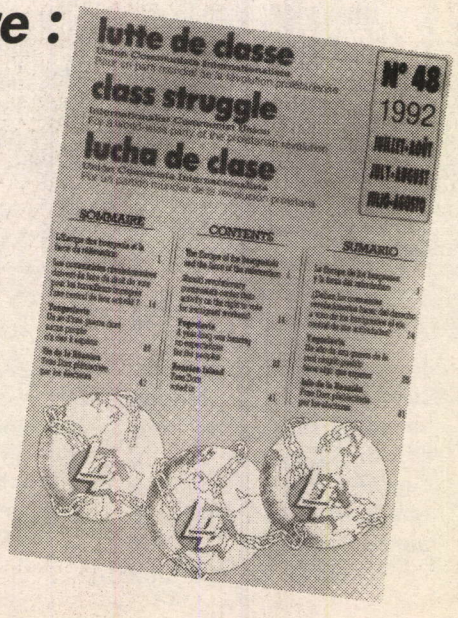
Qu'une majorité de députés du PS aient voté cette loi sous l'œil réjoui des réactionnaires de tout poil est en tout cas un signe des temps.

VIENT DE PARAÎTRE :

LUTTE DE CLASSE

Juillet-Août 1992 (n° 48)

Au sommaire :



L'Europe des bourgeois et la farce du référendum.

Les communistes révolutionnaires doivent-ils faire du droit de vote pour les travailleurs immigrés l'axe central de leur activité ?

Yougoslavie
Un an d'une guerre dont aucun peuple n'a rien à espérer.

Ile de La Réunion
Free Dom plébiscitée par les électeurs.

VERT COMME GRENOUILLE... OU GRENOUILLAGE

AFP

Antoine Waechter vient de finir sa tournée des grands partis politiques, excepté le Front National. Il a rencontré Chirac, Fabius, Giscard, qu'il a trouvé brillant, et Lajoinie, qu'il a trouvé touchant. Si Waechter est allé les voir, ce n'est pas seulement pour rendre compte de ses appréciations personnelles auprès des journalistes. C'est plus prosaïquement pour parler cuisine électorale. Car il l'aime peut-être plus "biologique" que les autres, mais lui aussi veut goûter la soupe... gouvernementale.

D'ailleurs, en guise de conclusion à cette tournée des popotes, il a déclaré au Journal du Dimanche : *"Nous pouvons entrer au gouvernement en 1993"*. Avec qui ? Pour l'instant, il ne l'a pas révélé, et une des raisons principales de ce silence c'est qu'il se laisse toutes les possibilités. Il y a bien des *"proximités avec le PS et le CDS"*, des *"convergences avec le RPR"*, mais aussi des divergences importantes avec ce même parti. C'est de ceux qui ont le plus de chances de se retrouver au pouvoir que Waechter se sent le plus proche. Mais dans tous les cas, cela reste ouvert.

D'autre part, Waechter est en concurrence avec son frère ennemi Brice Lalonde, et il s'agit de lui couper l'herbe sous les pieds. Les deux chefs de file du mouvement dit écologique cherchent à monnayer les 10 à 15 % des voix qui se portent sur les verts et, par les temps qui courent, elles semblent peser lourd, ces voix.

On est bien loin de l'image de l'écologiste pur et dur. Waechter semble à son aise dans le marais politicien. On avait eu quelques aperçus, lors de l'élection des présidents de Conseils généraux ou pour les présidents de région, des alliances et des manœuvres du mouvement écologiste. Ça continue, et ça ne fait que commencer !

Pologne UNE FEMME CONTRE LES DROITS DES FEMMES

Hannah Suchocka devrait devenir ces jours-ci Premier ministre de la Pologne. Ce sera la première femme à occuper ce poste dans l'histoire du pays. Ce n'est bien sûr pas un avantage pour la population laborieuse polonaise car, comme ses prédécesseurs, elle aura à gérer la crise, c'est-à-dire à en faire peser le poids sur les couches les plus défavorisées.

Mais ce n'est pas non plus une victoire pour les femmes, bien que, paraît-il, elle n'hésite pas à ponctuer ses discours de références féministes. Alors que le parti auquel elle appartient penche plutôt pour un projet de loi libéral sur l'avortement, Hannah Suchocka a signé le texte très répressif proposé par les chrétiens-nationaux. Une femme Premier ministre, ça n'est pas forcément plus de liberté pour les autres femmes.

LE PERMIS A POINTS HORS DÉLAIS

Neuf jours de grèves et de barrages de routiers sur les routes et autoroutes, avec intervention de l'armée !! Des ministres qui affirment : pas question de revenir sur le permis à points... Et puis voilà que des juristes s'aperçoivent tout d'un coup que les décrets d'application de la loi instaurant le permis à points sont théoriquement illégaux, car publiés trop tard.

La Fédération Nationale des Transports Routiers a déposé un recours en annulation devant le Conseil d'Etat. Ils ont bonne mine, les ministres !!

Mais en attendant, les premiers avertissements de retrait de points ont eu lieu... En toute illégalité !

UNE INTERDICTION... A GÉOMÉTRIE VARIABLE

En mai Martine Aubry, ministre du Travail, avait été très ferme : la règle restera l'interdiction du travail du dimanche. En juin le décret d'application prévoyait des amendes renforcées pour les contrevenants... et la possibilité pour les préfets d'accorder des dérogations sur des critères suffisamment flous pour être peu contraignants.

En juillet le préfet de Paris accordait les trois premières dérogations, pour un an, sur les Champs-Elysées. Virgin Megastore, vendeur de disques, de livres, de chaînes et de téléviseurs, qui avait été à la pointe de la campagne pour l'ouverture le dimanche des commerces non alimentaires (pardon, de "produits culturels"), a ainsi obtenu satisfaction.

S'il n'est pas choquant que l'on puisse trouver, le dimanche, une gamme de produits et de services aussi variée que possible, ce n'est pas la préoccupation de servir mieux le public qui a conduit le gouvernement à tant de contorsions dans cette affaire.

Au souci de ne pas trop mécontenter les petits commerçants, inquiets de la concurrence des poids lourds de la distribution, s'ajoutait le fait que de grosses sociétés comme la FNAC n'étaient pas favorables à l'ouverture du dimanche. Avec son système très décentralisé d'exceptions, le gouvernement se donne les moyens de doser ses gentillesses.

Pas de dosage pour les salariés. S'il est bien prévu que le patron doit les "consulter" et même prévoir des "compensations", le gouvernement n'a rien prévu de contraignant, et pas par exemple une diminution obligatoire du temps de travail.

VERCINGÉTORIX RESSUSCITÉ

Le maire UDF de la commune plutôt huppée de Vincennes s'est illustré la semaine dernière par des propos dont la teneur était, selon lui, uniquement sociologique, à propos des familles africaines sans logement installées sous des tentes sur l'Esplanade de Vincennes, en attendant d'être relogées. Pour justifier qu'on n'ait rien fait jusqu'à présent pour leur attribuer *un logement, il écrit : "Erreur sociologique. Comment peut-on imaginer que des populations africaines, par essence rurales, bénéficiant ou souffrant d'une fécondité galopante, sont susceptibles d'être logées dans des habitats collectifs de type européen ?"* Il explique aussi au journal *Le Figaro : "Ces malheureux Maliens, on les met à toutes les sauces, sauf à la sauce africaine. On oublie que ce sont des Africains. Nous avons une civilisation différente. Les Gaulois ne sont pas leurs ancêtres."* Des propos où la bêtise le dispute au cynisme. Puisque M. Clouet s'honore d'avoir des ancêtres gaulois, pourquoi ne lui construirait-on pas quelque part une hutte gauloise. Il libérerait ainsi un logement supplémentaire.

CARTES GRISES ET GRISES MINES

A peine finis les flons-flons du 14 juillet, on apprend que dès le lendemain le tarif des cartes grises augmente de 27 F par cheval fiiscall. Pourquoi ? Les cartes ne seront pourtant ni plus grandes ni moins grises. Et elles ne sont pas plus coûteuses à établir que par le passé ; au contraire même, avec l'informatique.

Il s'agit donc d'un petit impôt supplémentaire qui ne dit pas son nom, et qui inaugure la traditionnelle série des augmentations de l'été.

REMETTEZ-NOUS ÇA, LA PATRONNE ?

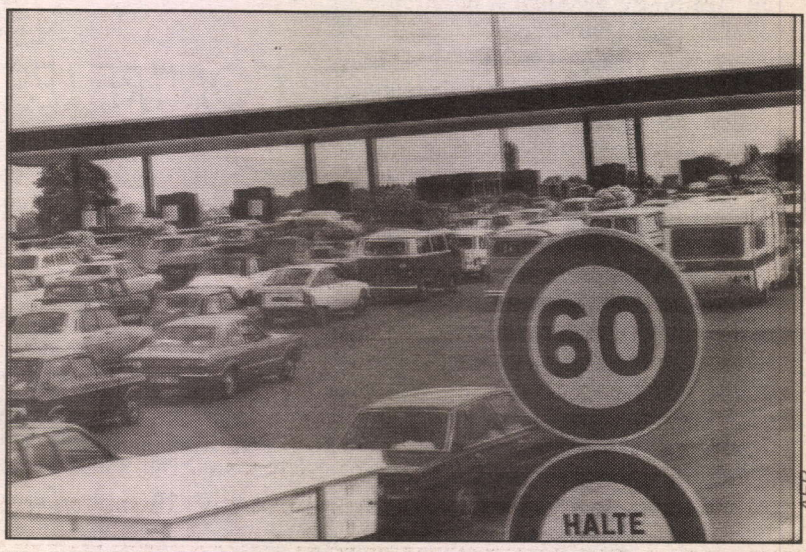
Les 14-Juillet se suivent et se ressemblent. Une innovation pourtant, cette année : des réservistes étaient de la revue. Histoire sans doute de répondre aux citoyens qui se réjouiraient trop vite de la diminution des effectifs de l'armée. Histoire aussi de rappeler à tous les ex-bidasses que, quand on a fait son temps, on n'en a pas terminé pour autant.

Tant qu'il s'agit d'un défilé...

CELLES QUI GAGNENT DE L'ARGENT EN VACANCES

Ce sont les sociétés d'autoroute. Car selon la Cour des Comptes, les plus anciennes autoroutes ont été plus que remboursées par les péages. Et d'autre part les tarifs sont injustes, favorisant le patronat du transport routier au détriment des automobiles. En cette période d'été, les vacanciers, qui ne sont plus exploités durant un mois par leurs patrons, versent des sous au patronat des autoroutes et du transport (et à bien d'autres !).

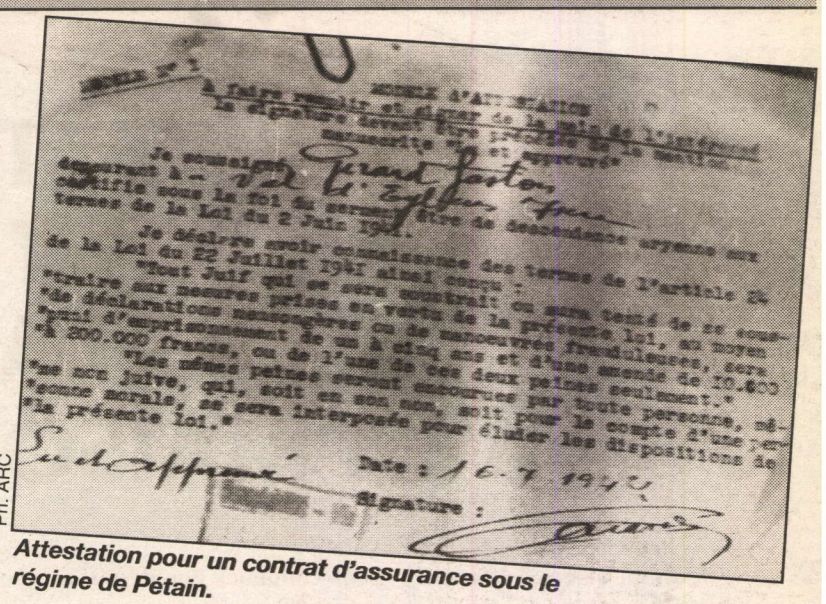
Merci pour eux.



AFP

Commémoration de la rafle du Vel'd'Hiv'

CONTINUITÉ DANS LA RAISON D'ÉTAT



Ph. ARC

Attestation pour un contrat d'assurance sous le régime de Pétain.

Le 16 juillet, on commémore le cinquantième anniversaire de la "grande rafle du Vel'd'Hiv'".

En effet, les 16 et 17 juillet 1942, rien que pour la région parisienne, le gouvernement de Vichy livrait aux nazis environ 13 000 Juifs, dont plus de 4000 enfants. Dès l'aube et pendant deux jours, près de 4500 fonctionnaires français, des policiers en uniforme et en civil, arrêtèrent des familles juives à leur domicile et, après les avoir regroupées dans des écoles ou des commissariats, les concentrèrent au Vélodrome d'Hiver, un bâtiment du 15ème arrondissement de Paris aujourd'hui détruit. De là, on envoya les célibataires et les couples sans enfants à Drancy, d'où ils furent ensuite déportés vers Auschwitz. Les autres furent envoyés dans les camps du Loiret, de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers, d'où ils furent également envoyés vers les camps de la mort.

Ph. ARC

Pétain (lors de son procès) qui assura, au temps du gouvernement de Vichy, la continuité de l'État.

Quelques rares policiers démissionnèrent. D'autres laissèrent parfois à certains Juifs la possibilité de s'enfuir. Mais dans son immense majorité, la police française fit sa besogne.

C'est cette même police qui, dès la déclaration de la guerre, avait interné dans des camps de concentration des réfugiés étrangers communistes et socialistes allemands, républicains espagnols, Juifs, etc.) avant de les livrer directement aux autorités nazies à l'arrivée de l'armée allemande.

Ph.LO

Et tout cela s'est fait non seulement avec l'accord des plus hautes autorités françaises mais sur leurs ordres.

Pour la rafle des 16 et 17 juillet, c'est Laval, le Premier ministre de Pétain, qui signa l'ordre d'exécution. Toute l'opération fut supervisée par René Bousquet, alors secrétaire général pour la police auprès du ministère de l'Intérieur de Vichy. Et c'est tout l'appareil d'Etat qui était impliqué, un appareil dont la continuité a été assurée par les mêmes responsables, les mêmes exécutants, avant le gouvernement de Vichy, pendant celui-ci, et après.

A quelques exceptions près - celles d'hommes trop compromis n'ayant pas su se dédouaner à temps en se déclarant "résistants" avant la défaite de l'Allemagne - pratiquement chacun resta à son poste, du haut au bas de l'échelle hiérarchique.

On vit même la police parisienne décorée par De Gaulle de l'ordre de la Libération, pour s'être mise "en grève" lors de la symbolique insurrection parisienne d'août 1944, et être ainsi blanchie de toutes ces infamies.

Aujourd'hui, la demande d'inculpation pour "crimes contre l'humanité" de René Bousquet et de Maurice Papon (qui joua un rôle analogue à celui de Bousquet en Gironde) vient après le non-lieu de l'affaire Touvier (lequel n'a donc pas été accusé de "crimes contre l'humanité" pour les crimes qu'il a perpétrés dans la région lyonnaise). Tout cela a réveillé un certain nombre d'intellectuels, d'artistes, qui ont pris l'initiative de faire circuler une pétition demandant au président de la République de prendre une initiative solennelle reconnaissant officiellement que "l'Etat Français de Vichy est responsable de persécutions et de crimes contre les Juifs de France".

Mais c'est dérisoire de voir cette reconnaissance demandée à un homme qui, à sa manière, illustre la continuité de l'appareil d'Etat. Mitterrand, en effet, a fait en 1942 un séjour à Vichy, après dix-huit mois passés en captivité, en tant que "chargé de l'information au Commissariat général aux prisonniers" et avant de rallier les "Mouvements unis de résistance" en 1943.

L'Elysée a fait savoir que Mitterrand assisterait à la cérémonie commémorant la rafle du Vel' d'Hiv' et déposerait une gerbe. Une gerbe qui en évoque une autre : celle qui, d'après l'hebdomadaire l'*Express*, dans une "tradition républicaine" instaurée par Mitterrand, est désormais déposée tous les 11 novembre sur la tombe du maréchal Pétain...

Comme, au sein de l'appareil d'Etat, sont généralement respectés les principes de non-remise en cause de la "raison d'Etat" et de continuité de l'Etat (avec ce que cela suppose de protection pour ceux qui ont assumé ces "responsabilités" comme pour ceux qui ont exécuté les basses œuvres), et bien que cinquante ans aient passé, il y a toutes les chances pour que cette affaire s'en arrête là.

Sylvie FRIEDMAN

Echelle de valeur à l'aune des tribunaux

Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne a prononcé des peines allant jusqu'à 4 ans de prison, dont deux ferme, à l'encontre de plusieurs anciens dirigeants de la Société Coopérative Ouvrière de Production et de Distribution Manufrance et de plusieurs militants CGT. Aux uns, il était reproché abus de biens sociaux, recel et banqueroute ; aux autres d'avoir en 1985, au moment du bras de fer qui opposait CGT et pouvoirs publics autour de la liquidation judiciaire de la Scopd, caché (et donc volé !) 6 000 fusils d'une valeur de 12 millions de francs. L'actuel secrétaire de l'Union Départementale CGT de la Loire a été condamné pour ces faits à 30 mois de prison, dont 15 ferme, ainsi qu'à payer, solidairement avec 5 autres syndicalistes, 18 millions de francs au liquidateur judiciaire de la Scopd.

Ce jugement est à rapprocher de deux autres rendus la même semaine. Celui de l'accident du télésiège de Luz Ardiden : là, 6 morts, 38 blessés graves ont valu 2 ans de prison avec sursis et 30 000 F d'amende au PDG de la société constructrice ainsi qu'à une autre personne.

A Rosteig, dans les Vosges, une pelleteuse, en aménageant un accès à un domicile, avait crevé un pipeline d'Elf Atochem. L'explosion de gaz qui s'en est suivie a tué trois personnes. Le propriétaire qui faisait aménager l'accès et le conducteur de la pelleteuse ont été condamnés à 6 et 2 mois de prison avec sursis. Elf Atochem, qui faisait circuler du naphta, gaz très dangereux, dans un pipeline qui n'était autorisé à transporter que du pétrole brut, n'a pas été condamné, mais cependant débouté de sa demande de 2,8 millions de dommages et intérêts.

Avec tout ça, on peut se faire un barème très clair de ce que la justice considère comme plus ou moins grave.

Etats-Unis

TOUS LES CHATS SONT GRIS DANS LA COURSE À LA MAISON BLANCHE

Contrairement à la tradition, la course au fauteuil de président des Etats-Unis se courra sans doute cette fois-ci entre trois concurrents au lieu de deux : un républicain, un démocrate et un "indépendant". Mais le choix des électeurs n'en sera pas plus vaste pour autant. Au contraire même, car les trois candidats qui visent l'entrée à la Maison-Blanche, le 3 novembre prochain, ont beaucoup plus de traits communs que de différences. Tous s'adressent en effet prioritairement à la seule Amérique qui vote, celle des classes moyennes blanches.

Bill Clinton, le démocrate, désigné à la suite d'une foire à grand spectacle à New York, prétend redonner des chances à son parti, écarté de la présidence depuis 20 ans, à l'exception du bref passage de Carter, en changeant de langage. Pas question pour le politicien sudiste qu'est Clinton de risquer d'apparaître comme le candidat des syndicalistes et des minorités ethniques dont les dirigeants lui ont déjà apporté leur soutien. En bon démocrate, il s'intéresse avant tout aux petits bourgeois américains, inquiets des effets d'une crise économique qui finit par les menacer, eux aussi. Voilà pour le plus "à gauche", ce qui est tout dire.

Au centre, il y a Bush, le responsable en titre, le candidat du "big business", celui qui a la faveur des grandes entreprises comme traditionnellement la plupart des concurrents républicains.

Enfin, à droite, l'outsider : le démagogue Ross Perot, un ancien proche de Nixon. C'est un des milliardaires les plus prospères d'un pays qui en compte beaucoup. Il a interdit à ses comités de soutien d'accepter des dons dépassant 5 dollars, pour faire moins riche. Son programme, qui a d'abord fait l'admiration des commentateurs pour sa brièveté, se résume à prétendre donner un grand coup de balai dans la bureaucratie fédérale de Washington, laquelle, soit dit en passant, a fait la fortune de Perot grâce aux commandes d'Etat passées à son entreprise.

C'est dire tout le côté factice du choix laissé aux électeurs américains. Mais les Européens sont-ils vraiment mieux lotis ?

Pierre VERNANT

Procès de Noriega

Un grand spectacle qui ne blanchit rien

Reconnu coupable d'avoir participé au trafic de la cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis, l'ex-dictateur du Panama, Noriega, vient d'être condamné à 40 ans de prison à l'issue d'un procès à grand spectacle qui s'est déroulé à Miami.

Le débarquement massif de troupes américaines à Panama en décembre 1989, puis la capture spectaculaire de Noriega et aujourd'hui son procès prétendent peut-être faire la démonstration de l'intransigeance américaine dans sa lutte pour la démocratie et contre la drogue en Amérique latine. Mais les personnages peu ragoûtants que l'on a vus intervenir au procès rappellent à quel point Noriega, avant d'être désigné comme une bête noire par les Etats-Unis, était lié aux milieux corrompus sur lesquels ceux-ci s'appuyaient. D'un côté, des arrangements ont été conclus avec d'anciens gros trafiquants de cocaïne pour qu'ils témoignent contre Noriega en échange d'argent ou de remises de peine. De l'autre, la défense de l'ex-dictateur se compose d'anciens fonctionnaires de la CIA ou du FBI aujourd'hui à la retraite, qui avaient employé Noriega lorsqu'il était encore le principal relais de la politique américaine à Panama, collaborateur notoire de la CIA de 1970 à 1982.

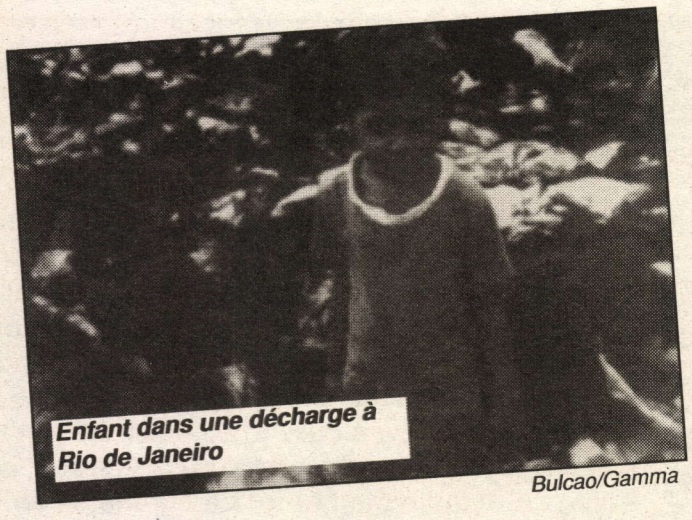
Quant au trafic de drogue, il aurait doublé depuis 1989, aux dires mêmes de l'agence américaine chargée de la lutte contre les stupéfiants. Ce qui n'a rien d'étonnant, tant il est vrai que, dans cette période où la situation économique des pays les plus pauvres s'aggrave encore, la production et le commerce illicites de la drogue sont devenus des éléments clefs de leur économie et constituent une part importante de leurs rentrées de devises.

Alors, l'ex-dictateur et trafiquant Noriega sous les verrous et pour longtemps, cela n'a pas de quoi attendrir. En tout cas, ce procès retentissant permettra peut-être au Pentagone de régler ses comptes avec un de ses anciens hommes de paille et de plaire à une partie de l'opinion américaine, mais certainement pas de porter le moindre coup au trafic de la drogue ou à la corruption.

Sylvie LEBRIS

Brésil

UNE DETTE QUI S'ACCROÎT À MESURE QU'ON LA RÉDUIT



Enfant dans une décharge à Rio de Janeiro

Bulcao/Gamma

Jeudi 9 juillet, le Brésil a passé à New York, avec les banques internationales qui sont ses créancières, un accord de restructuration de sa dette. Il devrait se traduire par une réduction de 35% : 44 milliards de dollars sur près de 130. Ce succès tombe à point nommé pour le président brésilien Collor de Mello, menacé de près par une série d'affaires de corruption et de trafic d'influence qui touchent ses ministres, ses amis politiques et jusqu'à sa femme.

Mais si les banquiers des pays impérialistes acceptent de rééchelonner, de restructurer et même parfois de réduire la dette extérieure du pays le plus endetté du Tiers Monde, ce n'est pas sans contreparties. Leurs "cadeaux", consentis en dernière extrémité et lorsque les créances sont vraiment désespérées, ne sont en fait qu'une manière de mieux faire rentrer l'argent à l'avenir. Ils sont assortis de conditions qui frappent le niveau de vie de populations déjà dans la misère. Ainsi, un crédit de 2,1 milliards de dollars accordé en janvier dernier par le FMI accompagnait un programme "d'assainissement économique" comprenant la réduction de l'inflation de plus de 1000% à 20% en 1993, l'augmentation des impôts et la désindexation des salaires. Fin 1991, un préalable à la reprise des négociations par le FMI était la vente de quelques grandes entreprises d'Etat lucratives. La première vendue, en octobre 1991, a été Usiminas, une grosse usine sidérurgique de 15 000 travailleurs. Une quarantaine d'autres entreprises publiques, parmi les plus importantes du pays, sont en voie d'être mises en vente.

Ces grandes manœuvres des économistes et des banquiers se traduisent, pour la population, par une croissance de la misère. Au lendemain du Sommet de la Terre, à Rio, un humoriste déclarait : *"Finie la bio-diversité, commence la bio-adversité"*. Les fermetures d'entreprises et les licenciements se succèdent. Maintenant, même les usines de montage automobile sont touchées. Dans la région de Sao Paulo, la plus industrielle du pays, le chômage atteint les 15%. Du coup les vendeurs des rues pullulent dans toutes les villes. Une plus large ouverture aux importations et la reconnaissance des brevets étrangers, dans ce pays qui a mené pendant cinquante ans une politique économique protectionniste et nationaliste, risquent aussi de faire croître les prix et le chômage.

Tout cela pour rembourser une dette extérieure qui a déjà été payée plusieurs fois par le biais des versements d'intérêts, et combien de centaines de fois par l'échange inégal et le pillage impérialiste ?

Vincent GELAS

Russie

Eltsine, le *"mendi* appelé un journal al Munich satisfait d'av le café avec les "s petit milliard de encouragements.

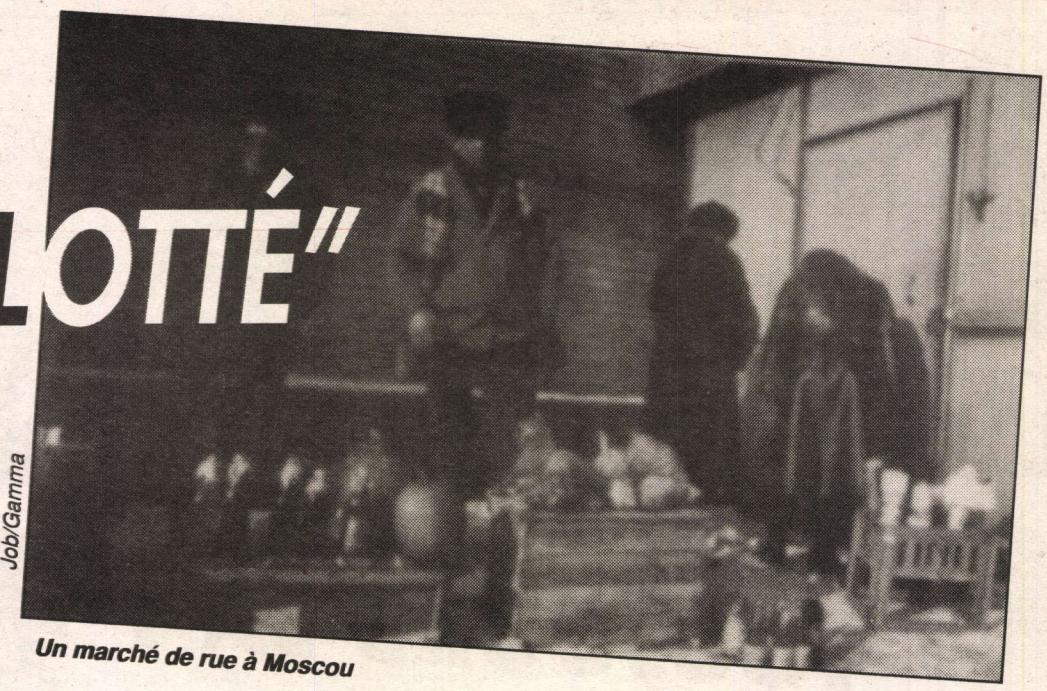
Lénine se moquant des d marché) : "Alors quoi, pa paysans ?" Isavestia *du 2*

INFLATION DE DECLARATIONS ET INFLATION GALOPANTE

Les dirigeants impérialistes n'ont évidemment pas de raison de bouder le zèle du néophyte Eltsine en matière de capitalisme. Mais ils n'en ont pas non plus de le croire sur parole chaque fois qu'il annonce LA mesure qui devrait marquer une avancée décisive vers le marché.

Dernière en date de ces "réformes", celle qui prévoit un taux de change unique du rouble. Une "nouveauté" qui fonctionnait, déjà, il y a encore quelques années, mais dont on nous dit cette fois qu'elle va déboucher sur la convertibilité du rouble. Sceptiques, les dirigeants de la BERD (la banque européenne censée financer le passage au marché des économies est-européennes) pronostiquent surtout l'aggravation de l'inflation. Une inflation qui atteint 600% (rien que pour le premier trimestre) et qu'Eltsine et ses "experts" avaient présentée comme inévitable - le temps, selon eux, de relancer l'écono-

LE "MENDIANT CULOTTÉ" ET LE MARCHÉ... AUX PUCES



Job/Gamma

Un marché de rue à Moscou

...culotté" comme l'a ...and, est revenu de ...été invité à prendre ...grands", avec un ...dollars et des...

...és eltsiniens (et pro- ...' de donner la terre aux ...

mie. Mais son seul résultat est un effondrement du pouvoir d'achat des classes travailleuses, sur fond d'une chute de la production qui, selon la BERD, après avoir été de 11% en 1991, devrait atteindre 15 à 20% cette année.

Et comment ne diminuerait-elle pas ! Annoncée par Eltsine et les siens dès leur arrivée au pouvoir, *"la volonté de s'engager dans une transformation de fond de l'économie planifiée"*, écrit le journal Le Monde du 9 juillet, s'est concrétisée par une libération des prix qui a donné le moyen aux privilégiés du régime de détourner une part croissante de la production d'Etat vers le secteur du commerce privé.

Contrairement aux intentions alors proclamées par les eltsiniens, cela n'a guère modifié les rapports de production ; mais cela a permis aux parvenus de s'enrichir encore plus sur le dos de la population, tout en enfonçant l'économie dans le marasme. Un pillage si débridé que, victimes autant de jalousies commerciales que de rivalités de cliques se disputant le pouvoir et le droit de "protéger" les "entrepreneurs" privés, plusieurs dizaines de milliers d'entre eux se trouvaient, fin 1991, emprisonnés pour "délits économiques".

LES "HEROS" DU BRIGANDAGE EN GRAND

Même la presse la mieux intentionnée à leur égard se fit l'écho des "exploits" des nouveaux riches et de leurs protecteurs bureaucratiques.

Fiodorov, qui pérorait récemment à la Une de l'hebdomadaire Ogonyok, déclarant : *"Je veux construire le capitalisme"*, n'a construit, sur une île de Sakhaline dont il s'est proclamé gouverneur, qu'un... éros-center pour des touristes japonais qui tardent à venir, "organisant" au passage le transfert de quelques commerces à ses proches. Rossel, chef de la région de Sverdlovsk-Ekaterinbourg, homme d'Eltsine et "parrain" de la plupart des "entreprises" privées de la capitale de l'Oural, comme l'ont rapporté *les Nouvelles de Moscou*, a entre autres choses détourné *"une aide humanitaire de 8 millions de marks accordés par l'Allemagne"* à "sa" ville, faisant construire sur ces fonds *"une somptueuse villa,* (lui) *qui demandait instamment à ses interlocuteurs une aide pour sa région en cette année de disette"*. Les bandes respectives de Popov (l'ex-maire de Moscou) et de Sobtchak (celui de Léningrad-Saint-Pétersbourg) ont procédé de même, mais à tout autre échelle.

Cette course au pillage semble effrénée. Son champ vient de s'élargir avec l'ouverture du *"procès du Parti Communiste soviétique"*. Un procès qui, outre des règлements de comptes entre politiciens tous issus du giron du parti stalinien, fournit surtout l'occasion à la clique au pouvoir de mettre la main sur les avoirs (des immeubles, des entreprises et leur matériel, un immense parc automobile, des comptes à l'étranger) de ce parti.

La curée est si visible, généralisée et choquante dans son improductivité, que les autorités ont voulu désamorcer le mécontentement de la population, en lui jetant un os. Ce fut l'oukase d'Eltsine autorisant le commerce privé *"de toute sorte et en tout lieu"*, qui a transformé en bazars misérеux et parfois géants les lieux passants des grandes villes.

Une atmosphère que *Le Monde* du 11 juillet comparait à celle des villes européennes de 1945, avec leurs populations réduites à la misère et avec une économie dévastée, où *"si tout le monde vend, si certains achètent, en revanche, personne ne produit"*.

400 roubles le morceau de fromage : "A un tel prix, ça fait froid dans le dos d'en manger..."
Sména *du 28 avril*

Eh oui, sans plus personne qui prétende, même en paroles, s'opposer au sommet de l'Etat à la réintroduction du capitalisme ou défendre l'idée d'une économie planifiée, les Eltsine, Popov, Sobtchak et consorts n'ont réussi qu'à faire apparaître des marchés aux puces misérables. Mais pas à instaurer le "marché".

Dressant un bilan récent de la situation de la Russie, la BERD, qui regroupe des représentants des Etats capitalistes et des banquiers occidentaux, insistait sur le fait que 80% des coopératives "privées" sont contrôlées par l'Etat, que seuls 3,5% des terres cultivées sont aux mains d'exploitants individuels et que "la réforme vers l'économie de marché et la transition ne sont pas, aujourd'hui, devenues irréversibles". Et le journal *Le Monde* insistait sur le fait que *"parmi les changements particulièrement lents figure la privatisation (tandis que) l'investissement étranger (reste) à un niveau très bas - la BERD souligne même le ralentissement de la création de sociétés mixtes ces derniers mois"*.

Même quand l'un des conseillers économiques américains de Gaïdar, le Premier ministre d'Eltsine, un certain Jeffrey Sachs, défend son bilan, il ne s'avance guère, situant la Russie dans *"un no man's land entre économie planifiée et économie de marché"*. Autant dire qu'à défaut d'avoir pu instaurer le "marché", la bureaucratie a surtout réussi à ravager le pays.

LA CRAINTE DE LA CLASSE OUVRIERE

Mais si, dans le saccage et le dépeçage de l'économie, quelque chose retient encore les bureaucrates aspirants-capitalistes, c'est sans doute la crainte de la classe ouvrière.

Certes, celle-ci ne leur oppose pas une autre politique, et surtout personne ne lui propose les moyens de le faire. Elle ne conteste pas leur droit à conduire les affaires, ni même les idées au nom desquelles ils conduisent la population à la ruine. Mais, à plusieurs reprises, cette classe ouvrière a réagi face aux attaques dont elle était l'objet. Et il faut croire - en tout cas, c'est ce que l'on constate - que les hommes de la bureaucratie qui exercent ce qui reste de pouvoir central préfèrent ne pas tenter le diable.

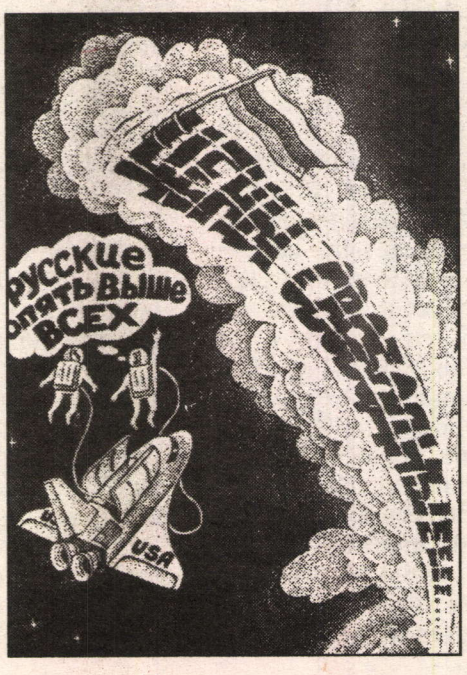
L'ex-haut bureaucrate Eltsine avait reproché à Gorbatchev son *"manque de courage"* quant à la mise en route de l'économie de marché. Mais, aujourd'hui aux commandes, lui-même diffère la libération des prix de l'énergie pourtant demandée par le FMI - et qu'il lui a promise. Et si la hausse des prix frappe durement certains secteurs de la population (retraités, employés, ouvriers des petites usines), force est de constater que dans les principaux secteurs industriels, dans les grandes entreprises, les salaires ont plus ou moins suivi l'inflation. Et les licenciements massifs, dont il est pourtant question depuis des années, y restent plus annoncés qu'amorcés. Dans les mines - le secteur de la classe ouvrière qui a le plus fait parler de lui - là où le mouvement gréviste montra le mieux sa détermination, dans le Grand Nord, dans le Kouzbass, des salaires de 20 000 à 30 000 roubles mensuels (à comparer aux 2 000 d'un professeur de faculté) ne sont pas rares. Et il n'y a pas eu de réductions d'effectifs.

Autant de faits qui montrent que les parvenus qui possèdent tout ou partie de l'autorité dans le pays n'ont d'autre but que de s'accaparer tout ce qui passe à leur portée, sans le moindre scrupule, et sans se soucier le moins du monde de l'avenir de la société, ni à long terme, ni même pour les mois ou les semaines qui viennent. Ils pillent et rançonnent au jour le jour la collectivité.

Mais en même temps, ils craignent, cela se voit, les réactions de la classe ouvrière. Celle-ci peut - et elle est la seule à pouvoir le faire, ne serait-ce qu'en défendant collectivement ses conditions d'existence - faire obstacle à cette mise en pièces du pays et de l'économie.

Pierre LAFFITTE

"Les prix sont libéréééés..." : "Ah, ces Russes, ils vont toujours plus haut que tous les autres..." commentent deux astronautes américains
Nouvelles de Moscou *de novembre 1991.*



UAP Assistance Bd Bourdon-Paris 9e

PLUS D'UN MOIS DE GRÈVE, ON EST TOUJOURS LA !

LO

La grève des chargés d'assistance (c'est le nom donné à ceux qui répondent au téléphone) d'UAP Assistance (filiale de l'UAP) commencée le 9 juin continue (cf. LO n° 1251 et 1253). En effet si la direction, qui au début du mouvement refusait de discuter quoi que ce soit avant la reprise du travail, a mis depuis de l'eau dans son vin, acceptant de négocier sur les revendications des grévistes, elle n'en a pas cédé pour autant.

Le 6 juillet, à l'issue de la réunion de négociation, elle a proposé un protocole d'accord comprenant notamment :

- une prime de transfert de 2 000 F (UAP Assistance doit déménager de la Bastille au Pont de Sèvres) ;
- un prêt de 50 000 F à 5% sur 4 ans, pour l'achat d'un véhicule ;
- une prime mensuelle de 150 F soumise à des conditions d'assiduité ;
- augmentation des salaires au 1/9 de 3% pour les classes I, II et III (les plus bas salaires) et de 2% pour les autres, en plus des augmentations déjà programmées pour 1992 : 1,5% en janvier et 1% en juillet.

Devant les réactions des grévistes, ces augmentations étaient avancées d'un mois (au 1/8) et la direction acceptait le principe d'une prime de scolarité (300 F annuellement par enfant).

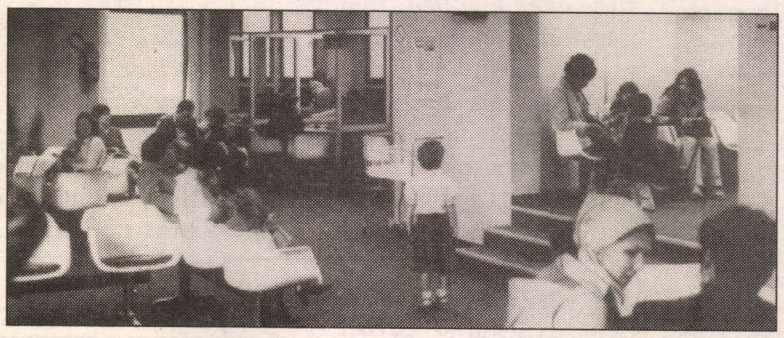
Les grévistes, dans leur majorité, jugèrent ces propositions inacceptables après un mois de grève : l'augmentation pour les bas salaires n'atteint pas 200 F ; pas de prime de vacances ; aucune garantie pour le paiement des jours de grève.

Si quelques-uns (6) ont repris le travail par lassitude, cela fut compensé au même moment par le fait que des employés d'autres services acceptèrent de se joindre au mouvement pour des débrayages ponctuels.

On en est là, au 37e jour de grève : les 27 grévistes représentent toujours la majorité du service Assistance et prennent les décisions en assemblée générale quotidienne. Avec les vacances, le travail à assurer par les non-grévistes, les saisonniers et les cadres augmente.

La direction a déjà reculé, acceptant, même si c'est pour une filiale, de doubler les augmentations 1992 programmées pour le groupe UAP, elle qui respectait toujours à la lettre les recommandations gouvernementales de blocage des salaires. Alors, la grève continue...

Caisse d'Allocations Familiales Région parisienne


LO

EMBAUCHES A BAS PRIX

Depuis plusieurs années, la Caisse d'Allocations Familiales mène une politique de réduction d'effectifs. Plus de 400 postes ont été supprimés sur la région parisienne en quelques années. Elle a notamment supprimé la plupart des postes de manipulateurs qui s'occupaient de trier le courrier, de le distribuer, de la mise sous plis, etc., travail que la direction tente de faire faire par les techniciens (agents chargés de la gestion des dossiers des familles). Mais si les effectifs diminuent, ce n'est pas le cas du travail ! La création du Revenu Minimum d'Insertion, l'extension des aides au logement, ont apporté une masse de travail considérable. Le nombre de dossiers RMI, rien que sur la CAF de Paris, a progressé de plus de 17% (les chômeurs touchant le RMI représentent 9 % des allocataires), celui de l'allocation logement à caractère social a augmenté de plus de 16%. Pour faire face à cette augmentation de travail, la direction a embauché au compte-gouttes et, surtout, elle a trouvé des solutions qui ne lui coûtent pratiquement rien. Elle prend des stagiaires d'entreprise, c'est-à-dire des lycéens, pendant quinze jours, non rémunérés. Elle leur fait faire du classement, du microfilmage de dossiers, ouvrir le courrier, etc. Quant à l'objet réel du stage, faire du secrétariat, ils n'en font quasiment pas.

La direction a trouvé un autre moyen de trouver du personnel à bon compte. Puisque la CAF est l'organisme chargé des dossiers RMI et qu'elle participe aux Commissions locales d'insertion chargées d'étudier, avec ceux qui touchent le RMI, les moyens de les réinsérer dans la vie active, elle en a "embauché" 30 en Contrat Emploi Solidarité. Contrats payés 2 886 F par mois pour 20 h par semaine. Cela ne coûtera à la direction que 440 F, le reste étant payé par l'Etat. Pour la direction, il n'est pas question de les embaucher à la fin du contrat. En guise d'insertion, le 1er octobre, ils seront à nouveau chômeurs.

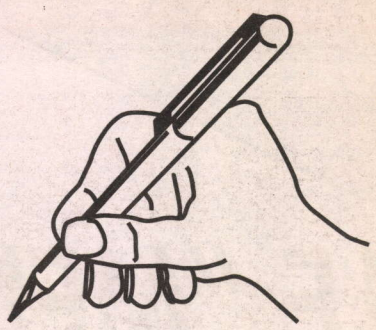
La CAF bénéficie ainsi d'un volant de main-d'œuvre pratiquement gratuit, qu'elle peut exploiter tranquillement sans risquer de les voir revendiquer.

Correspondant LO

Travaille et tais-toi

Huit des personnes touchant le RMI embauchées par la CAF de Paris sont employées au centre de Laumière, dans le 19ème arrondissement, depuis le 1er juillet, à faire le travail des manipulateurs dont les postes ont été supprimés. Mais il semble bien que la direction ne tienne guère à ce qu'ils aient des contacts avec les employés de la CAF. Après une visite rapide du centre, ils ont été installés dans un bureau d'où le personnel a été déplacé. Ils travaillent sous l'œil d'un chef qui ne les quitte pas des yeux. La cafetière du bureau a même été déménagée !

Recommandation a été faite aux employés de ne pas discuter de n'importe quoi avec eux. *"Il faut qu'ils aient une bonne impression de la CAF"* !



Dans notre courrier

L'occupation du Théâtre de l'Odéon à Paris

Un de nos lecteurs nous écrit à propos de la grève des intermittents du spectacle :

"Depuis quelques jours, on peut apercevoir au-dessus du Théâtre National de l'Odéon flotter la banderole : *"Théâtre occupé"*. Cela évoque irrésistiblement Mai 68, dans cet espace qui était devenu un haut lieu de la contestation. Mais rassurez-vous : cette occupation, pour symbolique qu'elle soit, n'a rien du caractère débridé de Mai 68. Il s'agit simplement d'une initiative revendicative de la CGT, seul syndicat réellement présent dans la profession.

De quoi s'agit-il ? Dans le cadre de l'offensive du CNPF, par rapport au régime de l'assurance-chômage, ce dernier veut remettre en cause le statut particulier de la profession du spectacle, qui relève des annexes 8 et 10 qui permettaient aux professionnels du spectacle de bénéficier des indemnités de chômage avec moins d'heures de travail ; ce qui se justifie, compte tenu d'une profession précaire par nature.

Déjà, une première menace, un premier projet avait amené ces travailleurs à réagir : une manifestation avait rassemblé le 10 octobre 1992 plusieurs milliers de personnes.

Jack Lang, qui pour soigner son image de marque auprès de cette profession n'est pas avare de promesses, s'était engagé par écrit à faire en sorte que les annexes, donc les droits de ces travailleurs, soient prorogées jusqu'en fin 1992.

Las ! le CNPF, le gouvernement et Martine Aubry, le ministre du Travail, ne l'entendaient pas de cette oreille. Et à la suite de tractations et de réunions qui ont eu lieu et auxquelles la CFDT a donné son aval, les acquis de ces travailleurs seraient remis en cause dès cet automne. Cela voudrait dire qu'à terme, 60 000 travailleurs intermittents (projectionnistes, machinistes, acteurs, décorateurs, etc.) devront disparaître.

Actuellement, le mouvement est bien suivi, l'occupation de l'Odéon est effective et rencontre la sympathie d'un grand nombre de grands noms du spectacle. (...)"

J. T.

RVI (Limoges)

DES LICENCIEMENTS QUI NE PASSENT PAS

A RVI Limoges, où depuis le mercredi 1er juillet les travailleurs s'opposent au plan de la direction qui a décidé de supprimer 320 emplois, les événements se sont précipités la semaine dernière.

Mardi 7 après-midi, la direction convoquait de nouveau un camarade qu'elle accusait d'avoir donné un coup de poing à un cadre. Nous sommes montés en nombre dans les couloirs de la direction et, comme certains s'étaient enfermés dans deux bureaux, les deux bureaux n'ont pas résisté longtemps.

Mercredi, nous étions plus de 400 dans les rues de Limoges où nous avons pu mesurer le soutien de la population.

L'après-midi, la direction réunissait un CE extraordinaire où elle annonçait que l'usine était fermée jeudi et vendredi et que nous ne reprendrions que le jeudi 16 juillet. Le ton est de nouveau monté. La salle du CE a été envahie, les directeurs expulsés une nouvelle fois de l'usine. Un taxi a été appelé. Ils ont été mis dans le taxi, direction l'aéroport. Une assemblée générale fut convoquée devant l'usine pour le jeudi matin.

Nous ne sommes pas près d'oublier leur tête, leur peur devant notre colère. Finalement, trois directeurs, ça ne pèse pas lourd devant quelques centaines de travailleurs !

Le lendemain, nous nous sommes retrouvés à plus de 400 à cette assemblée générale. Là, on apprenait que les lettres individuelles arrivaient. Tout le monde s'en doutait bien, pensant que, si l'usine avait été fermée, c'était pour cela.

Ce sont donc 135 travailleurs qui ont été avertis de leur licenciement. La direction qui, sur les 320 suppressions d'emploi prévues, envisageait 170 licenciements, n'avait en effet trouvé que 35 travailleurs pour accepter leur mutation dans la région lyonnaise. Il lui restait donc 135 travailleurs à mettre dehors.

La matinée fut difficile car on voyait arriver des copains avec qui l'on travaillait depuis 15, 20 ans ou plus, qui tenaient leur lettre. Et nombreux étaient ceux qui avaient été en pointe et que la direction n'avait pas oubliés. Tout le monde était écœuré.

La direction avait dit qu'il n'y aurait pas de licenciés parmi ceux qui avaient moins de 8 ans d'ancienneté : deux camarades qui n'avaient que trois ans d'ancienneté, mais qui n'avaient pas mâché leurs mots durant la grève, ont pourtant reçu une lettre !

Bien sûr, la direction nous dira que ce ne sont pas des lettres de licenciement, mais des "suppressions de postes", qu'elle étudiera avec chacun les possibilités de reclassement ailleurs (voire dans 48 emplois qu'elle aurait trouvés hors de l'entreprise, dans la région), ou la possibilité de congés de conversion.

Mais nous ne sommes pas dupes. C'était à la fois la colère contre la direction, la haine contre certains membres de la maîtrise, mais aussi un coup difficile à avaler.

Vendredi 10, nous étions encore nombreux à nous rassembler devant l'usine. Chacun discutait avec les camarades qui avaient reçu leur lettre. Et en tout cas, pour ceux qui étaient là, il n'était pas question de reprendre au jour choisi par la direction. Et la CGT a appelé à une assemblée générale ce jour-là à 14 heures.

Correspondant LO

La manifestation du 8 juillet.

Les directeurs de RVI promenés par les travailleurs.

GE-CGR

DES MILLIONS DE DOLLARS DE BÉNÉFICES, DES CENTAINES DE LICENCIEMENTS EN FRANCE ET EN EUROPE

GE-CGR est une filiale européenne du groupe industriel américain General Electric, spécialisée dans le matériel médical. Elle compte cinq centres dans la région parisienne, ceux de Buc (78) et d'Issy-les-Moulineaux (92) ayant les plus gros effectifs.

Cette branche d'activité de la GE n'est nullement déficitaire : son bénéfice net pour 1991 s'est élevé à 266 millions de dollars. Pourtant, la direction veut licencier 510 personnes à GE-CGR-France et 53 à CGR-MEV, soit environ 20% du personnel. Après avoir vanté les résultats pendant des mois, il paraîtrait que maintenant tout va mal, selon la direction. C'est plutôt difficile à admettre, quand on sait que le résultat est en progression de 6% pour le premier trimestre 1992, pour la General Electric.

En fait, et la direction américaine ne se gêne pas pour l'avouer, il faut que le taux de croissance des dividendes des actions soit cette année de 8 à 10%. Et c'est aux salariés de payer cette augmentation des bénéfices des actionnaires : 1/5 en se retrouvant au chômage et les 4/5 restants en faisant le même travail à moins nombreux.

A l'annonce des licenciements, début juillet, tout le monde a accusé le coup devant l'énormité du nombre. Mais en même temps s'est manifestée la volonté de ne pas laisser passer ce mauvais coup sans réagir. A Buc, une première assemblée générale du personnel, organisée par les syndicats, a rassemblé 450 personnes - du jamais vu pour cette entreprise de 1000 salariés - et la grève de 24 heures fut votée, de même qu'à l'usine d'Issy et au magasin de pièces de rechange de La Plaine-Saint-Denis.

Elle fut reconduite pendant trois jours, décidée au cours d'assemblées générales quotidiennes qui regroupaient environ la moitié des salariés présents sur le site. Et si les grévistes ne furent en fait qu'une minorité, on ne peut pas dire que beaucoup de production soit sortie pendant ces trois jours !

Le vendredi 3 juillet, le mouvement ne prenant pas d'ampleur, l'assemblée générale mit fin à la grève et décida d'organiser une manifestation pour le 9 juillet devant le siège social d'Issy-les-Moulineaux, jour où aurait dû se tenir le CCE annonçant les licenciements. Et nous nous y sommes retrouvés à 400, venus des cinq sites de la région parisienne, beaucoup, ingénieurs, techniciens ou cadres, participant pour la première fois de leur vie à une manifestation.

Tous les salariés présents le 9 considérèrent la manifestation comme un succès : à cause du nombre, bien sûr (des départs en vacances ayant déjà eu lieu), mais surtout parce que les centres s'étaient retrouvés ensemble pour protester contre ces licenciements.

Correspondant LO

GENERAL MOTORS : PREMIER AU PALMARÈS DES CAPITALISTES ... ET DES LICENCIEURS

D'après un classement des 500 premières sociétés industrielles établi par le magazine *Fortune*, la firme automobile américaine General Motors resterait la première entreprise mondiale pour son chiffre d'affaires.

La GM, qui avait annoncé des pertes *"exceptionnelles"*, *"historiques"* — pensez donc, des milliards de dollars — ne va finalement pas si mal que ça... Le même magazine *Fortune* prévoit même pour l'année 1993 un retour des profits, se comptant là encore en milliards de dollars.

En tout cas, les résultats catastrophiques annoncés par la direction de la GM il y a quelques mois lui auront au moins servi à justifier la suppression de 74 000 emplois programmée pour les quatre années à venir. Ce plan intervient après la fermeture de 11 usines en 1986. Et, depuis 1983, les effectifs du groupe ont baissé de 28%. En fait, c'est de cette façon que GM maintient — et, on l'apprendra sûrement bientôt, augmente — ses profits : en licenciant, en réduisant au chômage des milliers de travailleurs. Et de toutes les entreprises capitalistes, General Motors de ce point de vue-là mérite bien aussi sa première place.

Bourgeois (Besançon)

DRAME DE LA FOLIE ET CYNISME... BOURGEOIS

Mercredi 1er juillet, un ouvrier au chômage, Franck Zoritch, s'est fait conduire au sein de l'usine Bourgeois, à Besançon, par le directeur du foyer Sonacotra qu'il avait pris en otage.

Armé d'une carabine AR 15 (version civile d'un fusil d'assaut américain), il a tué 6 personnes, avant de se donner la mort avec le pistolet qu'il avait sur lui.

Franck Zoritch, 26 ans, licencié de chez Bourgeois en novembre 1991, vivait au foyer Sonacotra où il avait confié à d'autres locataires n'avoir plus d'argent du tout.

Cette folie meurtrière a largement été décrite et commentée par la presse, aussi bien locale que nationale d'ailleurs, mais celle-ci s'est montrée infiniment plus discrète sur les méthodes et les mœurs de la famille Bourgeois qui, depuis plus de soixante ans, dirige de père en fils cette entreprise.

LES REACTIONS INDECENTES DU PDG

Devant les caméras de *FR3*, quelques heures après le tragique événement, R. Bourgeois a proféré deux contre-vérités. La première : il a affirmé avoir été mis en joue par Zoritch. La seconde : il a déclaré que Zoritch n'avait travaillé chez lui que trois semaines, alors qu'après vérification tout le monde a su que Zoritch avait travaillé chez Bourgeois plus de deux ans. Mais il a dit une vérité : *"Je suis content de m'en être sorti vivant"*.

Le lendemain, les ouvriers présents, et encore sous le choc, ont vu arriver l'ancien directeur, flanqué du fils du PDG, pour discuter... des récupérations de la production perdue. Parmi les ouvriers, certains pensaient qu'ils venaient pour parler des modalités par rapport aux décédés et aux familles des victimes. Pas du tout, et le patron leur est apparu une fois de plus comme un cynique impénitent, ce qui est bien dans la tradition de la famille Bourgeois.

LA SAGA D'UNE FAMILLE BOURGEOISE A BESANÇON

C'est en 1929 que Raymond Bourgeois père ouvrit son premier atelier de découpage à Besançon. Il resta un tout petit entrepreneur jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale.

La chasse aux Juifs offrit une opportunité à Raymond Bourgeois. En effet deux de ses concurrents et voisins, qui étaient eux aussi de petits entrepreneurs, étaient juifs. Ils abandonnèrent tout et allèrent se réfugier dans la zone dite libre. Raymond Bourgeois, qui n'était pas en mauvais termes avec les occupants, arriva à se faire octroyer les biens de ses voisins.

Ses affaires devinrent prospères. Et le passé fut vite enterré (d'autant plus que les disparus ne viennent bien sûr pas réclamer leur dû !). Raymond Bourgeois père imposa un climat social de type paternaliste, autoritaire et un tantinet délirant : les ouvriers assistèrent un jour à l'enterrement du chien du patron, inhumé dans un cercueil et accompagné dans sa dernière niche par les cadres de l'usine en haie d'honneur.

Ces mêmes cadres, pour les 70 ans de leur vénéré patron, lui offrirent un aigle impérial, qui trônera dans la cour de l'usine jusqu'à ce que les ouvriers, à l'occasion d'une grève, s'en prennent à ce symbole impérialement ridicule. Dans la même veine animalière, le jaguar est à l'honneur. C'est la voiture fétiche du patron et, pour être en harmonie, Mme Bourgeois s'est fait faire un manteau en peau de jaguar.

Extravagante, la famille Bourgeois ? Oui, mais sans doute guère plus que bien des familles bourgeoises qui se sont enrichies coûte que coûte sur le dos de leurs ouvriers.

UNE PME PROSPERE... AUX PRATIQUES FINANCIERES DOUTEUSES

En 1991, Bourgeois-Découpage a réalisé 550 millions de francs de chiffre d'affaires avec un effectif de 500 salariés environ. 715e entreprise française dans le classement des mille premières, elle fournit deux alternateurs de voiture sur dix construits dans le monde (Bourgeois livre 14 000 alternateurs par jour à General Motors et exporte 60% de sa production).

En mai 1989, R. Bourgeois fils est gardé à vue, puis remis en liberté sous caution. Un juge d'instruction vient de l'inculper d'abus de biens - une histoire de fausses factures, en d'autres termes. R. Bourgeois nie.

Pourtant, en novembre 1988, des ouvriers avaient trouvé et apporté à leur patron une valise bourrée de billets de banque dissimulée dans un placard. R. Bourgeois a nié y être pour quoi que ce soit et personne n'a cru à sa version des faits, qui prétendait que cette dissimulation de valise aurait été l'œuvre de cadres malveillants.

BOURGEOIS = DANGER

Si le 1er juillet 1992 restera une journée noire de triste mémoire, il ne se passe pas un mois ordinaire sans que le SAMU intervienne à l'usine pour des accidents du travail. Des presses sont ultra-modernes mais des fenwicks n'ont pas de freins. Les sols sont gras, la tôle coupante manipulée sans trop de sécurité, le bruit est infernal. A cela s'ajoutent des cadences de travail élevées et les pressions exercées par une maîtrise agressive, qui fait parfois le coup de poing, ou le coup de pied, contre des ouvriers.

Récemment, début avril, deux ouvriers ont été brûlés, dont un grièvement, par une éjection d'aluminium. En février, c'est un cariste qui a eu le bout du pied coupé par le clark avec lequel il travaillait et dont les freins n'ont pas répondu. Une des victimes de la tuerie du 1er juillet, William Dalloz, 26 ans, était un rescapé d'un précédent accident du travail. Il avait été mutilé à vie début 1986 par l'écroulement d'une pile de containers instables. Malgré un grave handicap, il avait accepté un poste aménagé pour gagner sa vie car il n'avait pas pu obtenir en justice, contre Bourgeois, une indemnisation et une pension suffisantes.

Le PDG a été touché par la mauvaise publicité que cette tuerie fait à son entreprise. Mais les ouvriers, émus par ce drame meurtrier, ont aussi pu mesurer là le peu de tenue personnelle de leur patron et son peu d'estime pour les salariés.

Centre de Chèques Postaux de Marseille

GRÈVE CONTRE LA NOUVELLE CLASSIFICATION

Ce qui a mis le feu aux poudres au centre de Chèques Postaux de Marseille, a été l'affichage par le syndicat SUD de la liste des 350 fonctions de la nouvelle classification que La Poste veut mettre en place. Ce projet devrait être officialisé le 11 juillet. Depuis quelque temps la direction des CCP de Marseille organisait des réunions sur la nouvelle classification, où les animateurs ne répondaient à aucune question importante. Et cette attitude avait eu le don d'irriter encore plus les employés qui y participaient.

Dès que le projet a été connu, l'agitation s'est développée dans différents services. Ainsi le service des Terminaux, TO et PTMF (service qui saisit les titres sur informatique) a voulu protester. Là, en effet, les agents seront classés comme agents de saisie, quel que soit leur grade, c'est-à-dire très bas.

Dès le mardi 30 juin, les employés ont effectué une opération escargot, qui consista à ne saisir que 500 titres par jour, au lieu des quelques milliers habituels. Les hauts responsables des CCP sont venus à plusieurs reprises expliquer que cette réforme n'était pas grave, que rien ne pressait et que des petites modifications étaient toujours possibles.

Vendredi matin 3 juillet, le directeur du centre a voulu convoquer le personnel des Terminaux, cinq par cinq, pour leur demander d'arrêter la grève du zèle. Les employés ont fait savoir qu'il n'en était pas question et encore moins d'aller en tout petits groupes chez lui. Celui-ci s'est donc déplacé et il est venu expliquer qu'il pouvait toujours modifier la classification et qu'il enverrait une lettre à qui de droit pour demander une classification supérieure. Mais il n'a certainement pas dû être très convaincant, car la grève du zèle a continué.

Dès le jeudi 2 juillet les heures d'information syndicales, habituellement désertées, ont réuni de très nombreux employés et le lundi 6 juillet, lors de l'assemblée générale, près de 500 employés ont accepté le principe d'une grève proposée par SUD, CGT et FO. La CFDT quant à elle expliquait qu'elle s'était efforcée de négocier et qu'elle continuerait de le faire pour obtenir une meilleure classification. Elle n'appellerait donc pas à la grève, puisqu'elle était pour les nouvelles classifications, qu'il faudrait seulement aménager.

Mardi 7 juillet la grève a été suivie par plus de la moitié du personnel, qui a voulu montrer sa méfiance envers la nouvelle grille de classification et une réforme qui semble surtout servir à diminuer la masse des salaires et à favoriser de plus en plus les augmentations individuelles.

Si les hauts responsables escomptaient qu'à la veille des départs en congés les employés des CCP laisseraient faire sans broncher, c'est raté.

Correspondant LO

Quelques romans policiers pour l'été

Avec l'été et les vacances, revient le temps de lire. Et quoi de plus simple que d'ouvrir un roman policier ? Les étalages des libraires en proposent des piles, venus de tous les pays. L'intrigue policière plus ou moins convenue peut servir de prétexte à nous peindre des façons de vivre différentes de celles que nous connaissons ou à poser des problèmes de société, qui nous sont quelquefois communs. En voici quelques-uns que nous avons lus, mais ce choix n'a rien d'exhaustif. Nous en présenterons quelques autres dans notre prochain numéro.

Espagne

• Hors jeu

de Manuel Vasquez Montalban

Les romans policiers de cet auteur ont tous pour cadre la ville de Barcelone, dont il se veut le portraitiste et le chroniqueur. Cette fois, le monde de trafics et de magouilles du football barcelonais est sur la sellette. Les tribunes tiennent le choc, mais pas la vedette locale du ballon rond.

Bien entendu, Pepe Carvalho, détective gastronome et brûleur de livres désabusé, tirera toute l'affaire au clair grâce à l'aide des laissés-pour-compte du développement économique : Charo la prostituée, Bromure le cireur de chaussures et Biscuiter l'ancien taulard.

Tout cela n'est évidemment qu'un prétexte à promenades dans les quartiers et les milieux sociaux d'une ville dont les traits ne cessent de se marquer depuis la mort de Franco et l'arrivée des nouveaux riches, de tous bords politiques.

(10/18 - Réédition.)

Royaume-Uni

• A visage couvert

de P. D. James

En quelques années, P. D. James est devenue l'une des romancières britanniques les plus connues, avec ses intrigues, en vase clos, qui se déroulent dans les hautes classes de la société. Ici, l'action a pour cadre une vaste propriété où s'agite un milieu qu'elle semble bien connaître : la riche bourgeoisie terrienne.

Derrière le vernis de la bonne éducation, du savoir-vivre et du self-control, se dissimulent des sentiments moins honorables : la haine en particulier, dont l'inspecteur Adam Dalgliesh, cultivé et un peu poète, va être le révélateur.

Derrière le rajeunissement apparent de la bourgeoisie anglaise dorment toujours les eaux glacées du calcul égoïste.

(Livre de Poche - Réédition.)

• Affaires à suivre
• Drôles d'affaires
• Affaires classées

3 recueils de nouvelles
de John Mortimer Rumpole

Horace Rumpole est un vieil avocat londonien un peu mité. Grand amateur de vin de Bordeaux, quand il est las de fréquenter ses collègues du cabinet d'avocats ou Celle-qui-doit-être-obéie (sa femme), il se réfugie évidemment dans un pub d'Old Bailey, le quartier des juges et des avocats.

Horace Rumpole ne paye pas de mine, mais c'est évidemment l'avocat le plus astucieux qui soit. Les affaires en jeu dévoilent divers aspects de la vie britannique, des magouilles d'un tenancier de bar (*La dégustation à l'aveugle*) jusqu'aux turpitudes manœuvrières de la diplomatie britannique dans ses anciennes colonies (*Le fil d'or*). Et cela, toujours sur un ton moqueur plutôt distrayant.

(10/18 n° 2201, 2229 et 2265 - Réédition.)

MIKA ETCHEBEHERRE

Le Monde a annoncé le 12 juillet la mort de Mika Etchebeherre. Née en Argentine en 1902, Mika Etchebeherre appartenait à cette génération de militants révolutionnaires des années 30 qui eurent à la fois à combattre l'ennemi de classe et le fascisme, et la dégénérescence stalinienne.

Elle partagea sa vie et l'action de son mari, Hippolyte, en Allemagne, dans la période de montée du nazisme, puis dans l'Espagne de 1936. Et après que ce dernier eut été tué au combat, elle lui succéda comme capitaine à la tête d'un détachement des milices du POUM, jusqu'en 1938.

Devenue une vieille dame, Mika Etchebeherre était restée fidèle aux idées révolutionnaires de sa jeunesse. Elle avait publié en 1975 un livre de souvenirs chez Denoël, sous le titre *Ma guerre d'Espagne à moi*, une lecture qui vaut bien celle d'un "policier de l'été".

"La capitaine, elle les a comme ça !" disait un de ses miliciens en joignant ses deux poings.

Belgique (au temps des colonies...)

• Coup de lune

de Simenon

Ce roman déjà ancien s'attaque au colonialisme tel qu'il existait au Congo belge. Un boy a été assassiné. Tous les Blancs connaissent le coupable, mais il ne peut être question de dénoncer un membre de la communauté blanche !

Dans ce roman, où l'atmosphère compte plus que l'intrigue, Simenon dénonce, parfois avec une grande violence, le racisme et la lâcheté de ce petit monde sans envergure.

(Livre de Poche - Réédition.)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser
toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière -** hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe -** mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Algérie

UN PROCÈS QUI MONTRE LA PROFONDEUR DE LA CRISE POLITIQUE

En Algérie, le tribunal militaire de Blida vient de rendre son verdict : les deux principaux leaders du FIS, Abassi Madani et Ali Belhadj ont été condamnés à 12 ans de réclusion. Et ce verdict ne peut manquer d'apparaître comme un verdict de clémence.

En effet, si le pouvoir a joué la fermeté en ouvrant le procès (procès qui concernait aussi cinq autres dirigeants), puis en le maintenant malgré la décision des accusés et de leurs avocats de ne pas y participer, il a non seulement renoncé à proposer des condamnations à la peine capitale comme le procureur l'avait annoncé dans un premier temps, mais même aussi à prononcer des peines exemplaires de réclusion à perpétuité.

La crainte qu'un verdict trop sévère ne constitue une provocation risquée à un moment où le pouvoir n'est pas vraiment sûr de contrôler la situation a sans doute inspiré cette prudence. Mais celle-ci reflète aussi sans doute les divisions existant entre les hommes et les cliques civiles et militaires qui dirigent actuellement l'Algérie.

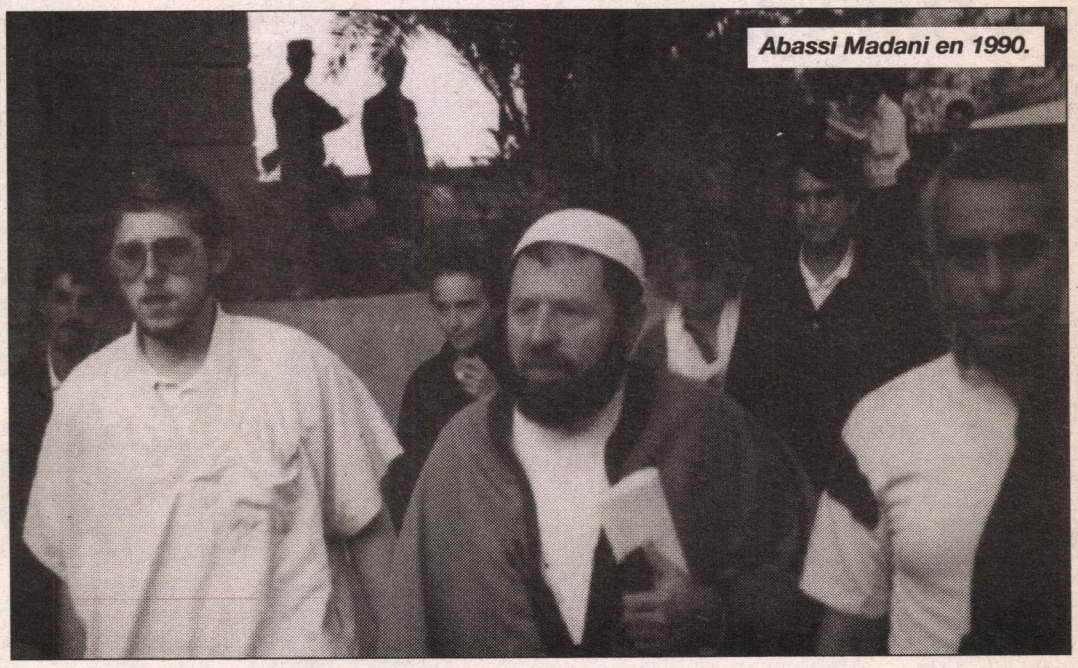
Certains commentateurs expliquaient qu'un verdict de clémence serait un signe de force et de santé du régime. Mais l'évolution récente de la situation politique, avec il y a peu l'assassinat de Boudiaf, puis les aléas de ce procès, semble plutôt indiquer la profondeur d'une crise politique qui - ce procès le montre aussi dure depuis des années.

Il faut dire que les déclarations des témoins (ex-Premiers ministres et ex-président du Parlement) qui se sont succédé à la barre a mis en évidence de façon publique l'existence d'accords et de discussions entre l'ex-président algérien Chadli Bendjedid et les dirigeants du FIS lors des événements de juin 1991 pour lesquels Abassi Madani et Ali Belhadj étaient jugés. Et si l'existence de ces discussions ne remettait pas en cause la responsabilité des dirigeants du FIS dans les troubles, elle compromettait de façon indiscutable les hommes qui étaient alors au pouvoir. Certains d'entre eux, comme l'ex-Premier ministre Mouloud Hamrouche ont d'ailleurs été évincés ultérieurement, précisément pour leur trop grande complaisance vis-à-vis du FIS ; mais la désignation de quelques boucs émissaires n'empêche pas que la confirmation de tant de compromissions longtemps tenues secrètes, sème le doute sur l'ensemble de cette classe politique au pouvoir depuis trente ans et dont la corruption et les divisions ne cessent d'apparaître au grand jour. Un pouvoir d'autant plus odieux qu'il n'hésite pas à faire régner l'ordre par la répression et même la mitraille.

Alors ce procès va-t-il contribuer en fait à encourager les dirigeants de ce parti religieux et réactionnaire qu'est le FIS et réhausser son audience dans les quartiers pauvres des grandes villes ? Va-t-il contribuer à diminuer les tensions ? Permettra-t-il aux actuels dirigeants algériens de maintenir le FIS à l'écart tout en écartant d'anciens dirigeants indésirables ? En tout cas, il est certain que les dirigeants en place aujourd'hui ont bien du mal à slalomer entre les obstacles. Et leur marge de manœuvre est étroite. D'autant plus étroite d'ailleurs que la crise politique traversée aujourd'hui par ce pays a lieu dans un contexte de crise économique grave où l'application de mesures d'austérité pour la population dictée par le FMI peut engendrer un mécontement tel qu'une étincelle suffise à déclencher des troubles dans les quartiers pauvres des grandes villes et en particulier d'Alger où - les élections de décembre dernier l'ont montré - le FIS disposait d'une base populaire importante.

En attendant les conséquences de ce verdict, l'armée (dont on ne peut savoir le degré de cohésion) est présente de façon visible dans la capitale. Quant à l'épreuve de force entre les militaires en place et le FIS, on peut être sûr qu'elle ne se réglera certainement pas au travers ce procès, que le FIS à d'ailleurs l'intention de contester.

H. MAUTHEY



Gamma/Sidali

Abassi Madani en 1990.

Israël

DES NÉGOCIATIONS AVEC LES PALESTINIENS DONT RABIN FIXE D'ENTRÉE LES LIMITES

Présentant le nouveau gouvernement israélien, issu de la victoire des travaillistes aux élections du 23 juin dernier, le Premier ministre Itzhak Rabin a affirmé vouloir relancer les négociations de paix avec les Etats arabes de la région et les représentants palestiniens.

Du côté de l'administration américaine, où à moins de cinq mois des élections présidentielles Bush aimerait bien pouvoir se féliciter d'un petit succès diplomatique, ces déclarations ont été accueillies avec beaucoup d'enthousiasme. Par contre, dans le camp des Palestiniens et des dirigeants arabes, les réactions ont été beaucoup plus mitigées. Car si Rabin a parlé de négociations, il s'est empressé d'en fixer d'emblée les limites. Face aux Palestiniens qui réclament la libération des territoires occupés depuis 1967 et l'arrêt des implantations juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, le nouveau gouvernement s'est seulement déclaré prêt à geler les implantations "politiques" mais pas les "implantations de sécurité" qu'il entend au contraire développer. Quant à la restitution des territoires occupés, Rabin et ses ministres se sont bien gardés d'y faire allusion ; tout au plus a-t-il été question d'un délai de neuf mois pour mettre au point une forme limitée d'autonomie pour Gaza et la Cisjordanie. Quant au sort de Jérusalem, territoire également annexé et où les colons israéliens renforcent leur présence au détriment des autres composantes de la population, pour le gouvernement Rabin, la question *"n'est pas négociable"*. C'est dire toutes les limites mises à ces pourparlers.

En fait si aujourd'hui Rabin parle de paix, c'est qu'il a de bonnes raisons de penser que cela peut être payant, d'une part vis-à-vis des dirigeants américains qui ne cachent pas leur volonté de voir une amorce de règlement au Proche-Orient, d'autre part vis-à-vis d'une partie de l'opinion publique israélienne, lassée par l'état de guerre permanent dans lequel elle est enfermée et par des dépenses militaires qui pèsent de plus en plus lourdement sur l'économie et les budgets sociaux.

Mais ce n'est pas parce que Rabin et les travaillistes israéliens parlent de négociations et de paix, que celle-ci est pour demain. Et encore moins que les populations palestiniennes spoliées retrouveront leurs droits. D'ailleurs, à considérer l'histoire du Parti Travailliste - au pouvoir sans interruption de 1948 à 1977 et à ce titre responsable de toutes les guerres et annexions réalisées durant cette période par l'Etat d'Israël - et le passé de Rabin lui-même, on comprend que les Palestiniens ne se fassent guère d'illusions.

R. M.

Gamma

Rabin en 1985, alors ministre de la Défense, justifiant le raid de l'aviation israélienne sur le siège de l'OLP à Tunis.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995